

Bruxelles, le 25 juillet 2017
(OR. en)

11484/17

COPEN 245
EUROJUST 125
EJN 52

NOTE

Origine:	M. Peter Javorčík, Ambassadeur, Représentation permanente de la République slovaque auprès de l'Union européenne
en date du:	16 juin 2017
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directrice générale, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Notification et déclarations de la République slovaque

Madame la Directrice générale,

À la suite de la transposition de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation, veuillez trouver ci-joint la notification correspondante ainsi que les déclarations de la République slovaque relatives à ladite décision-cadre .

(Formule de politesse)

(s.) Peter Javorčík

**Notification de la République slovaque
concernant la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à
l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation**

La République slovaque fait la modification suivante:

La décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation a été transposée en droit slovaque par la loi n° 316/2016 Coll. du 25 octobre sur la reconnaissance et l'exécution d'une décision relative à des biens dans le cadre d'une procédure pénale dans l'Union européenne et sur les modifications apportées à certains actes. La loi susmentionnée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

La personne de contact en République slovaque à consulter au sujet de la transposition de la décision-cadre est Jana Báležová du service Droit pénal, département Législation, au ministère de la justice de la République slovaque, Župné námestie 13, 813 11 Bratislava, République slovaque; courriel: jana.balesova@justice.sk, tél. +421 2 888 91 509.

Les déclarations faites par la République slovaque conformément à l'article 3, paragraphe 1, à l'article 7, paragraphe 5 et à l'article 19, paragraphe 2, de la décision-cadre précitée figurent ci-après.

Déclarations de la République slovaque
concernant la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à
l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

Ad article 3, paragraphe 1

Lorsque la République slovaque est l'État d'émission, l'autorité compétente pour transmettre le certificat et la décision relative à des biens est la juridiction locale qui a pris la décision en première instance.

Lorsque la République slovaque est l'État d'exécution, l'autorité compétente pour accepter le certificat et la décision relative à des biens est:

Ministerstvo spravodlivosti Slovenskej republiky

Župné námestie 13

813 11 Bratislava

Ad article 7, paragraphe 5

La République slovaque déclare que ses autorités compétentes ne reconnaissent ni n'exécutent des décisions de confiscation lorsque ces décisions ont été rendues en vertu des dispositions relatives aux pouvoirs de confiscation élargis visées à l'article 2, point d) iv).

Ad article 19, paragraphe 2

La République slovaque déclare que le certificat doit être accompagné d'une traduction en langue slovaque. En ce qui concerne la République tchèque, la République slovaque accepte les certificats en langue tchèque.